

**SOUSSION CONJOINTE AU RAPPORTEUR SPÉCIAL DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT À  
L'ALIMENTATION  
CONCERNANT LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DES PÊCHEURS  
FACE À L'ACTIVITÉ PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE OFFSHORE  
NOVEMBRE 2023**

**Les activités pétrolières et gazières sur les côtes et en mer ont un impact négatif sur les droits de l'homme des petits pêcheurs et des travailleurs de la pêche.** Qu'il s'agisse de l'exploration et du forage des fonds marins, de la transformation côtière, des pipelines sous-marins ou du transport outre-mer des combustibles fossiles, les activités pétrolières et gazières en mer constituent une menace croissante pour les droits, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des pêcheurs du monde entier. Les projets offshore se multiplient et représentent aujourd'hui plus de 30 % de la production mondiale de pétrole et de gaz.<sup>1</sup> Les activités pétrolières et gazières offshore étant par nature difficiles à contrôler et à gérer, de nombreux effets négatifs passent inaperçus et ne sont pas atténués, qu'il s'agisse de fuites, d'éruptions de puits ou d'autres situations d'urgence, ou encore de préjudices quotidiens liés aux opérations et aux infrastructures de l'industrie.

**Chaque phase du cycle de vie du pétrole et du gaz offshore menace les droits des petits pêcheurs et des travailleurs de la pêche en première ligne et met en péril les écosystèmes marins et côtiers dont ils dépendent.**

1. La pollution sonore causée par les études sismiques utilisées pour localiser les réserves sous-marines de pétrole et de gaz pendant **l'exploration** peut gravement, voire mortellement, nuire à la vie marine —des micro-organismes aux baleines—avec des conséquences dévastatrices pour les réseaux alimentaires côtiers et aquatiques dont font partie les pêcheries artisanales.<sup>2</sup> En fait, il a été démontré que les tirs sismiques à air comprimé réduisaient les taux de capture des espèces de poissons commerciales d'environ 50 % en moyenne sur des milliers de kilomètres carrés, avec des pertes encore plus importantes à proximité de la source.<sup>3</sup>
2. Lors de la phase de **production**, le plus grand danger provient des éruptions de puits pendant le forage, qui augmentent avec la profondeur de l'eau<sup>4</sup> et peuvent déclencher des marées noires massives capables de dévaster les pêcheries.<sup>5</sup> L'installation d'infrastructures offshore s'accompagne souvent de la création de zones d'exclusion qui empêchent les pêcheurs d'accéder aux stocks de poissons essentiels à la génération de revenus et à la survie, ce qui entraîne la perte des moyens de subsistance et l'insécurité alimentaire.<sup>6</sup>
3. Le **transport** du pétrole et du gaz par des oléoducs et des navires comporte un risque de déversement de pétrole à la suite de ruptures ou de collisions.<sup>7</sup> Les pipelines sous-marins peuvent également créer des risques pour la sécurité des pêcheurs en s'enchevêtrant dans les équipements et les navires de pêche, mettant ainsi en danger la vie et les biens des pêcheurs.<sup>8</sup> Les rejets réguliers des navires de transport contaminent les océans avec des hydrocarbures, des métaux toxiques et des produits chimiques dangereux dans le cadre d'une pratique industrielle répandue appelée "bilge dumping".<sup>9</sup> Ces substances nocives peuvent s'accumuler biologiquement dans les tissus des fruits de mer qui sont ensuite consommés par les communautés de pêcheurs,<sup>10</sup> entraînant des cancers et d'autres effets sur la santé.<sup>11</sup> Le bruit généré par les navires de transport contribue également aux perturbations écologiques, tandis que les navires facilitent la propagation d'espèces envahissantes qui peuvent concurrencer les espèces indigènes et causer des ravages dans les écosystèmes marins et côtiers.<sup>12</sup>
4. Même après la fermeture d'un projet offshore lors de la phase de **démantèlement**, les puits non ou mal bouchés et les infrastructures abandonnées peuvent continuer à laisser échapper du pétrole, des matières radioactives et d'autres toxines dans l'océan, contaminant ainsi les écosystèmes dont dépendent les communautés de pêcheurs.<sup>13</sup>

**Les activités pétrolières et gazières en mer nuisent également aux pêcheurs et aux travailleurs de la pêche en raison de leur impact sur le climat.** Les projets offshore ont également une empreinte climatique considérable, bien que largement sous-estimée, en raison des émissions liées à la pratique courante du torchage du gaz,<sup>14</sup> des fuites de méthane provenant des infrastructures offshore et côtières<sup>15</sup> et des quantités massives d'énergie nécessaires pour alimenter les opérations de production.<sup>16</sup> Ils rejettent également d'énormes quantités de gaz à effet de serre pendant le transport et par le biais des émissions qui sont la conséquence inéluctable de l'utilisation finale du pétrole et du gaz produits comme prévu.<sup>17</sup> En accélérant le changement climatique et en augmentant les émissions de CO<sub>2</sub>, les activités pétrolières et gazières exacerbent l'élévation du niveau de la mer, le réchauffement des océans, l'acidification des océans et d'autres impacts qui affectent déjà négativement la production alimentaire issue de la pêche et de la conchyliculture,<sup>18</sup> et mettent en péril les biens physiques des communautés ainsi que leurs liens spirituels et culturels avec leurs côtes et leurs océans.<sup>19</sup>

**Les impacts locaux et globaux des activités pétrolières et gazières offshore portent atteinte aux droits de l'homme fondamentaux, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle mondiale.** Les pêcheries artisanales représentent au moins 40 % du total des captures mondiales.<sup>20</sup> En les mettant en péril, les activités pétrolières offshore peuvent compromettre la sécurité alimentaire de régions entières et les moyens de subsistance d'environ 500 millions de personnes.<sup>21</sup> En aggravant la crise climatique, en mettant en péril des écosystèmes marins entiers et en entraînant des déplacements économiques et physiques, les activités offshore menacent, entre autres, les droits à l'alimentation,<sup>22</sup> à un niveau de vie adéquat,<sup>23</sup> à la santé,<sup>24</sup> au travail,<sup>25</sup> à un environnement sain<sup>26</sup> et à la culture.<sup>27</sup>

**Les États ont le devoir de protéger les droits des pêcheurs et des travailleurs de la pêche contre de telles atteintes.** En vertu du droit international relatif aux droits de l'homme, les États ont le devoir de prévenir et d'atténuer les menaces prévisibles qui pèsent sur les droits,<sup>28</sup> y compris celles qui résultent du comportement d'acteurs privés.<sup>29</sup> Le fait qu'ils continuent d'approuver et de financer les activités pétrolières et gazières offshore, compte tenu des risques inhérents qu'elles présentent pour les droits de l'homme fondamentaux, constitue une violation de ce devoir bien établi.

A la lumière de ce qui précède, nous, les organisations non gouvernementales et les pêcheurs [organisations/communautés] soussignés, demandons respectueusement au Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation - en abordant la situation des droits de l'homme des petits pêcheurs et des travailleurs du secteur de la pêche dans son prochain rapport - de

- (1) souligner les menaces permanentes et croissantes posées par les activités pétrolières et gazières dans et sur les océans et tout au long du cycle de vie offshore;
- (2) recommander aux États d'évaluer soigneusement et de divulguer, par le biais d'études d'impact adéquates et de bonne foi et de consultations publiques, les impacts des activités pétrolières et gazières offshore proposées sur les pêcheries locales et les droits des pêcheurs - y compris par le biais de leurs impacts sur le climat - et exiger l'atténuation des effets des comptes avant d'approuver ou de financer ces projets; et
- (3) demander aux États de rejeter ou de suspendre tout projet pétrolier et gazier offshore qui prive les pêcheurs et les travailleurs du secteur de la pêche de la jouissance de leurs droits humains fondamentaux, y compris le droit à l'alimentation.

Nous remercions le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation de nous avoir donné l'opportunité de présenter cette contribution. Pour toute question ou précision, n'hésitez pas à contacter [ukhatri@ciel.org](mailto:ukhatri@ciel.org).

**Organisations signataires:**

1. Dr. Susan Power, **Al-Haq**, Palestine
2. Anita Das, **All India Women Hawkers Federation**, India
3. Santiago Piñeros Durán, **Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente (AIDA)**, Latinoamérica
4. Octavio Sanchez Escto, **Asociación Nacional para el Fomento de la Agricultura Ecológica (ANAFAE)**, Honduras
5. Julian Medina Salgado, **ASOPARGOLMO**, Colombia
6. Nana Kweigyah, **Canoe and Fishing Gear Owners Association of Ghana (CaFGOAG)**, Ghana
7. Kwami Kpondzo, **Centre for Environmental Justice - Togo**, Togo
8. Upasana Khatri, **Center for International Environmental Law (CIEL)**, USA/Switzerland
9. Natalie Barefoot, **Earthjustice**, International
10. Sreedhar Ramamurthi, **Environics Trust**, India
11. Sabine Pabst, **FIAN International**, Germany
12. Juan Bezaury-Creel, **Fundación BD BioDiversidad Mexicana**, México
13. Nnimmo Bassey, **Health of Mother Earth Foundation (HOMEF)**, Nigeria
14. Omar Ceesay, **Health Promotion and Development Organisation (HePDO)**, The Gambia
15. Bantu Lukambo, **Innovation pour le Développement et la Protection de l'environnement**, Democratic Republic of the Congo
16. Euren Cuevas Medina, **Instituto de Abogados para la Protección del Medio Ambiente (INSAPROMA)**, Dominican Republic
17. Vinita Balekundri, **Kamgar Ekata Union**, India
18. Dörte Schneider Garcia, **LinDoMar**, Portugal
19. Jammu Anand, **Maharashtra Hawkers Federation**, India
20. Inês Marques Souto Gonçalves, **Movimento Por Um Mundo Ideal**, Portugal
21. Rebecca Mort, **Movilizadorio**, Colombia
22. Dr. Cornelia E. Nauen, **Mundus Maris**, Belgium
23. Abhijeet Ghag, **Nagarik Adhikar Samiti**, India
24. Saktiman Ghosh, **National Hawker Federation**, India
25. Allan Basajjasubi, **Natural Justice Southern Africa**, South Africa
26. Guadalupe García Prado, **Observatorio de Industrias Extractivas**, Guatemala
27. Meike Schützek, **Ocean. Now!**, Germany
28. Mecanzy Dabre, **Paryavaran Sanvardhan Samiti**, India
29. Nathan Bennett, Chair, **People and the Ocean Specialist Group**, **International Union for the Conservation of Nature (IUCN)**, Switzerland & **Global Oceans Lead Scientist for World Wildlife Fund (WWF)**, USA
30. Pia Carazo, **Quantum Leap**, Costa Rica/Germany
31. Rocky Sanchez Tirona, **Rare Inc**, USA/Indonesia/Philippines/Brazil/Mozambique/Honduras
32. Lloyd Nelmes, **Sea Trust Wales**, Wales
33. Prasad Jaladi, **Suraksha**, USA
34. Asikaralu Okafor, **Village Farmers Initiative (VFI)**, Nigeria
35. Chris Wilke, **Waterkeeper Alliance**, USA

36. Herman Kumara, **World Forum of Fisher Peoples (WFFP)**, Sri Lanka
37. Maria Honig, **World Wildlife Fund (WWF)**, International
38. Hilary Zhou, **Zimbabwe People's Land Rights Movement**, Zimbabwe
39. Max Dorman, Data Scientist, USA
40. Alana Malinde S.N. Lancaster, The University of the West Indies, Barbados
41. Marcelo Lino Morales Yokobori, Universidad de Belgrano, Argentina
42. Sofia Ziliotto, Universidad de Belgrano, Argentina

- <sup>1</sup> Alana K Ayasse et al, “[Methane remote sensing and emission quantification of offshore shallow water oil and gas platforms in the Gulf of Mexico](#)”, *Environ. Res. Lett.* v.17 (2022).
- <sup>2</sup> Voir McCauley, Robert, Ryan D. Day, Kerrie M. Swadling, Quinn P. Fitzgibbon, Reg A. Watson, Jayson M. Semmens. “[Widely used marine seismic survey air gun operations negatively impact zooplankton](#)”, *Nature ecology & evolution*, 1st ed (2017); Lindy Weilgart, “[A review of the impacts of seismic airgun surveys on marine life](#),” *Submitted to the CBD Expert Workshop on Underwater Noise and its Impacts on Marine and Coastal Biodiversity* (2014), at p. 3. <https://www.cbd.int/doc/meetings/mar/mcbem-2014-01/other/mcbem-2014-01-submission-seismic-airgun-en.pdf>.
- <sup>3</sup> Oceana, [Fishing, Seismic Testing, and Offshore Drilling](#), (2022).
- <sup>4</sup> Voir Alejandra Borunda, “[We still don’t know the full impacts of the BP oil spill, 10 years later](#)”, *National Geographic* (April 20, 2020) (explaining that for every 100 feet deeper a well is drilled, “the likelihood of a company self-reported incident like a spill or an injury increased by more than 8 percent”).
- <sup>5</sup> Voir, par exemple, Ben Doherty, “[Very hard life now’: 12 years after the Montara oil spill, Indonesians are still fighting to be heard](#)”, *The Guardian* (Jan. 15, 2022) (describing how the 2019 Montara oil spill killed seaweed crops, destroyed fishing grounds, and polluted waters over more than 90,000 sq km of ocean); Natural Resources Defense Council, “[Summary of Information concerning the Ecological and Economic Impacts of the BP Deepwater Horizon Oil Spill Disaster](#)”, Issue Paper (2015) (“One study projects that the overall impact of lost or degraded commercial, recreational, and mariculture fisheries in the Gulf could be \$8.7 billion by 2020, with a potential loss of 22,000 jobs over the same timeframe.”).
- <sup>6</sup> Nathan Andrews et al, “[Oil, fisheries and coastal communities: A review of impacts on the environment, livelihoods, space and governance](#)”, *Energy Research & Social Science* v. 75 (2021). Voir également Sam Mednick, “[Communities can fall apart: Senegal gas project drives locals to desperation](#),” *EuroNews* (via Associated Press) (April 14, 2023); Massaër Dia, A Sangomar, “[Djiffère, Diowar et Niodior: Pétrole et Pêche ne font pas bon ménage](#)”, *Business221* (July 19, 2023).
- <sup>7</sup> Indeed, the last few years alone witnessed multiple major tanker and pipeline spills around the globe. Voir, e.g., Robin Estrin et al, “[Oil from massive Orange County spill expected to wash onshore for several days](#)”, *Los Angeles Times* (Oct. 4, 2021); Panarat Thepgumpanat & Panu Wongcha-um, “[Thai cleanup underway after oil spill off eastern coast](#)”, *Reuters* (Jan. 26, 2022); Janet McConnaughey, “[New report: Oil spills from offshore transportation way down](#)”, *Associated Press* (Sept. 28, 2022). Voir également Andrea Galieriková & Matúš Materna, “[World Seaborne Trade with Oil: One of Main Cause for Oil Spills?](#)”, *Transportation Research Procedia* v. 44 (2020) (explaining that oil spills in the Atlantic offshore Europe that can be traced to oil tankers have spilled 1.4 million tons of oil over the last 50 years).
- <sup>8</sup> Sally Rouse et al., “[Commercial fisheries losses arising from interactions with offshore pipelines and other oil and gas infrastructure and activities](#)”, *ICES Journal of Marine Science* v.77 Issue 3 (2020)
- <sup>9</sup> Laura Paddison et al., “[Revealed: ships may dump oil up to 3,000 times a year in Europe’s waters](#)”, *The Guardian* (March 22, 2022); Tatianna Evanisko, Skytruth, [Bilge Dumping: What It Is, Why You Should Care, and What Can Be Done](#) (2020).
- <sup>10</sup> Voir, par exemple, Margherita Ferrante et al, “[PAHs in seafood from the Mediterranean Sea: An exposure risk assessment](#)”, *Food Chem. Toxicol.* (2018).
- <sup>11</sup> Voir Center for Disease Control, Agency for Toxic Substances and Disease Registry, “[What Health Effects Are Associated With PAH Exposure?](#)”, *Case Studies in Environmental Medicine* (2009) (discussing the toxicity of Polycyclic Aromatic Hydrocarbons (PAHs)).
- <sup>12</sup> Voir, par exemple, Henn Ojaveer et al, “[Twenty five years of invasion: management of the round goby Neogobius melanostomus in the Baltic Sea](#)”, *Mgmt. of Biological Invasions* v.6(4)(2015).
- <sup>13</sup> Voir Fenny Kho et al, “[Current understanding of the ecological risk of mercury from subsea oil and gas infrastructure to marine ecosystems](#)”, *Journal of Hazardous Materials* v.438 (2022); Amy MacIntosh, “[Ecotoxicological effects of decommissioning offshore petroleum infrastructure: A systematic review](#)”, *Critical Reviews in Environmental Science and Technology* v.52 Issue 18 (2022).
- <sup>14</sup> Esme Stallard et al, “[Revealed: Huge gas flaring emissions never reported](#)”, *BBC News* (Sept. 29, 2022) (reference a study that revealed gas flaring in dozens of oil fields operated by some of the world’s top fossil fuel companies—BP, Eni, ExxonMobil, Chevron, and Shell—had emitted 20 million tons of CO2 equivalent in 2021, equivalent to the annual GHG emissions of 4.4 million cars.).
- <sup>15</sup> Alana K Ayasse et al, “[Methane remote sensing and emission quantification of offshore shallow water oil and gas platforms in the Gulf of Mexico](#)”, *Environ. Res. Lett.* v.17 (2022)(finding that shallow-water platforms in the Gulf of Mexico have more persistent and significantly higher methane loss rates stemming from offshore infrastructure than typical onshore production sites (23-66% compared to 3.3-3.7%), and thus disproportionately contribute to climate change).
- <sup>16</sup> In fact, studies show that halting the expansion of offshore drilling and phasing down production from existing subsea wells could cut emissions by 6.3 Gt CO2e/yr by 2050, which is around 13% of the total emissions reductions needed to keep warming under 1.5°C. Oceana, [Beyond Expectations: Ocean Solutions to Prevent Climate Catastrophe](#) (2022), at p. 1.
- <sup>17</sup> According to a 2015 study, tankers transporting crude oil extracted from both onshore and offshore wells accounted for 101 million metric tons of CO2 emissions, which was 13% of total maritime emissions that year. Sharath Ankathi et al, “[Greenhouse gas emissions from the global transportation of crude oil: Current status and mitigation potential](#)”, *Journal of Industrial Ecology* v.26 Issue 6 (2022). LNG has a massive climate footprint because of huge amounts of energy needed to liquefy, store, and regasify the fuel for transport, on top of the already energy-intensive process of extracting the gas from subsea wells. Voir Alexander Q. Gilbert & Benjamin K. Sovacool, “[Carbon pathways in the global gas market: An attributional lifecycle assessment of the climate impacts of liquefied natural gas exports from the United States to Asia](#)”, *Energy Policy* v.120 (2018)

<sup>18</sup> IPCC, *Climate Change 2023: Synthesis Report. A Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (eds.)], IPCC, Geneva, Switzerland [hereinafter IPCC AR6, SYR], A.2.4 C.

<sup>19</sup> *Voir, par exemple*, Lerato Tsotetsi, “[‘Victory for the planet’ – South Africans celebrate court win to stop Shell’s destructive oil exploration](#)”, *Greenpeace* (Sept. 8, 2022) (explaining how a South African court acknowledged the key role of the ocean in the livelihoods and spiritual and cultural life of the coastal communities who launched a successful legal challenge against Shell’s seismic survey plans offshore the Wild Coast).

<sup>20</sup> The Food and Agriculture Organization of the United Nations, Duke University and WorldFish, [Illuminating Hidden Harvests: The contributions of small-scale fisheries to sustainable development](#) (2023), at p. XXXII.

<sup>21</sup> *Id.* at p. XXIV.

<sup>22</sup> International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, 16 December 1966, 993 U.N.T.S. 3 (entered into force on 3 January 1976) [hereinafter ICESCR], art. 11; Universal Declaration of Human Rights (UDHR), G.A. Res. 217 A(III), art 3 (Dec. 10, 1948), art. 25.

<sup>23</sup> *Id.*

<sup>24</sup> *Id.*

<sup>25</sup> ICESCR at art. 6.

<sup>26</sup> U.N. General Assembly, The human right to a clean, healthy and sustainable environment, *Resolution adopted by the General Assembly on 28 July 2022*, UNGA Res. A/RES/76/300 (Aug. 1, 2022); Human Rights Council, The human right to a clean, healthy and sustainable environment, *Resolution adopted by the Human Rights Council on 8 October 2021*, HRC Res. A/HRC/RES/48/13, (Oct. 18, 2021).

<sup>27</sup> ICESCR at art. 15.

<sup>28</sup> *Voir* UN General Assembly, 85th Plenary Meeting, *Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms*, UN Doc. No. A/RES/53/144, 9 December 1998, art. 2 (“Each State has a prime responsibility and duty to protect, promote and implement all human rights and fundamental freedoms...”); Human Rights Committee, *General Comment No. 31 - The Nature of the General Legal Obligation Imposed on States Parties to the Covenant*, U.N. Doc. CCPR/C/21/Rev.1/Add.13, 29 March 2014 [hereinafter HRC GC No. 31], para. 7; Committee on Economic, Social and Cultural Rights, *General Comment No. 20 - Non-discrimination in economic, social and cultural rights (art. 2, para. 2, of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights)*, UN Doc. No. E/C.12/GC/20, 2 July 2009 [hereinafter CESCR GC No. 20], para. 8.

<sup>29</sup> *Voir* Human Rights Committee, General Comment No. 36, para. 22; Committee on Economic, Social and Cultural Rights, General Comment No. 24 (2017) on State obligations under the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights in the context of business activities, U.N. Doc. E/C.12/GC/24, paras. 26-28 (2017).